

RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL DE L'OCÉAN INDIEN

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 29 (A/9629)



NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU COMITÉ SPÉCIAL
DE L'OCÉAN INDIEN**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 29 (A/9629)



NATIONS UNIES

New York, 1974

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	1
II. TRAVAUX DU COMITE	5 - 34	2
III. RECOMMANDATIONS	35	9
ANNEXE : Etat présenté en application des paragraphes 6 et 7 de la résolution 3080 (XXVIII) de l'Assemblée générale		11

I. INTRODUCTION

1. Le 16 décembre 1971, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2832 (XXVI), par laquelle elle a déclaré que l'océan Indien était désigné à jamais comme une zone de paix. Ce faisant, l'Assemblée a, entre autres, demandé aux grandes puissances d'entrer immédiatement en consultation avec les Etats du littoral de l'océan Indien, en vue : a) d'arrêter le processus d'escalade et d'expansion de leur présence militaire dans l'océan Indien; et b) d'éliminer de l'océan Indien toutes les bases, installations militaires et services de soutien logistique, la mise en place d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive et toute manifestation de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien conçue dans le contexte de la rivalité des grandes puissances.

2. Par sa résolution 2992 (XXVII), en date du 15 décembre 1972, l'Assemblée générale : a) a décidé de créer un comité spécial de l'océan Indien, composé de 15 membres au maximum, chargé d'étudier les incidences de la proposition tendant à faire de l'océan Indien une zone de paix, eu égard particulièrement aux mesures pratiques qui pourraient être prises en vue de promouvoir les objectifs de la résolution 2832 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1971, et compte dûment tenu des intérêts de la sécurité des Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien et des intérêts de tout autre Etat en conformité avec la Charte des Nations Unies; et b) a demandé au Comité de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa vingt-huitième session. L'Assemblée générale a décidé en outre que le Comité serait composé des Etats suivants : Australie, Chine, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Japon, Madagascar, Malaisie, Maurice, Pakistan, République-Unie de Tanzanie, Sri Lanka, Yémen et Zambie.

3. Au paragraphe 14 de son rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session, le Comité a suggéré notamment qu'une étude du Secrétaire général soit faite en 1974 avec l'assistance d'experts consultants et qu'elle contienne des renseignements de bonne source sur la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien, de façon que le Comité soit mieux à même d'en évaluer les incidences.

4. Par sa résolution 3080 (XXVIII), en date du 6 décembre 1973, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial de l'océan Indien de poursuivre sa tâche, de procéder à des consultations conformément à son mandat et de faire rapport à l'Assemblée générale, en lui soumettant des recommandations, à sa vingt-neuvième session. L'Assemblée a, en outre, prié le Secrétaire général d'établir, avec le concours d'experts qualifiés et d'organes compétents choisis par lui, "un état concret de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien sous tous ses aspects, conçue dans le contexte de la rivalité des grandes puissances, en insistant tout particulièrement sur les déploiements navals". Cet état devait être communiqué au Comité spécial pour examen. Par la même résolution, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-neuvième session une question intitulée "Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix".

II. TRAVAUX DU COMITE

5. Le Comité a tenu 12 séances (A/AC.159/SR.12 à 23) entre le 7 juin et le 15 octobre 1974.

6. Les membres du Bureau élu par le Comité en 1973, à savoir :

Président : M. Hamilton S. Amerasinghe (Sri Lanka)

Vice-Président : M. Raden Kusumasmoro (Indonésie)

Rapporteur : M. Moïse A. Rakotosihanaka (Madagascar),

ont continué à exercer leurs fonctions.

7. Le Comité a été saisi, le 3 mai 1974, de l'état concret visé au paragraphe 4 ci-dessus et établi avec le concours d'experts qualifiés nommés par le Secrétaire général conformément à la résolution 3080 (XXVIII) (A/AC.159/1). Par la suite, tenant compte des représentations qui lui avaient été faites, le Secrétaire général, après avoir soigneusement examiné la nécessité de clarifier la base de certaines parties du document, a pris des dispositions pour que des experts, auxquels s'est joint un consultant spécial nommé par le Secrétaire général, procèdent à sa révision.

8. En ce qui concerne le document A/AC.159/1, le Secrétaire général a reçu des Etats Membres ci-après des communications qui ont été distribuées en tant que documents du Comité, à savoir : République-Unie de Tanzanie (A/AC.159/2); Etats-Unis d'Amérique (A/AC.159/3); Somalie (A/AC.159/4); Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (A/AC.159/5); Yémen (A/AC.159/6); Madagascar (A/AC.159/7); France (A/AC.159/8); Union des Républiques socialistes soviétiques (A/AC.159/9); et Ethiopie (A/AC.159/11). Ces communications ont été transmises aux experts pour qu'ils en tiennent compte lors de l'élaboration de l'état concret révisé.

9. Le 11 juillet 1974, le Secrétaire général a soumis l'état concret révisé (A/AC.159/1/Rev.1) au Comité spécial. Ce faisant, il a indiqué que le nouveau document remplaçait le texte antérieur dans sa totalité. De leur côté, les experts ont indiqué qu'ils avaient pris en considération les communications visées ci-dessus.

10. A la suite de la distribution du document A/AC.159/1/Rev.1, une lettre datée du 23 juillet 1974 a été adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et distribuée comme document du Comité (A/AC.159/10).

11. Le Comité a examiné l'état concret révisé (A/AC.159/1/Rev.1) aux séances tenues entre le 16 septembre et le 15 octobre 1974, et a décidé de le joindre en annexe au présent rapport. Au cours de l'examen du document par le Comité, les vues suivantes, entre autres, ont été exprimées.

12. Le représentant de Madagascar a déclaré qu'au paragraphe 11 de l'état concret révisé, le membre de phrase faisant état d'unités navales françaises basées à Diego Suarez était ambigu, dans le contexte de ce paragraphe. En effet, l'état concret révisé ne précisait pas que, comme prévu dans l'accord franco-malgache du 4 juin 1973 concernant le retrait des forces françaises de Madagascar (visé au paragraphe 13 de l'état concret) si des navires et du personnel français restaient à Diego Suarez, c'était à titre temporaire et dans le seul but de former le personnel malgache. Le représentant de Madagascar a également souligné que la base de Diego Suarez, qui relevait désormais de la souveraineté malgache, serait transformée en arsenal de la marine.

13. Le représentant de Madagascar a également fait état du projet américano-britannique d'agrandissement des installations militaires dans l'île de Diego-García et a rappelé que le Gouvernement malgache avait publié un communiqué dénonçant le projet comme étant de nature à compromettre la paix et la sécurité dans l'océan Indien (A/9585), et avait également publié sur la même question une déclaration qui avait été distribuée comme document du Comité (A/AC.159/L.6).

14. Le représentant de l'Australie a déclaré que le rapport révisé était généralement acceptable pour sa délégation et que les données concrètes qu'il contenait étaient utiles. Pour ce qui est du paragraphe 47 de l'état concret, l'Australie aurait préféré que la dernière phrase fût ainsi conçue : "Le 9 janvier 1974, les Etats-Unis et l'Australie ont conclu un nouvel accord aux termes duquel la station de Northwest Cape sera exploitée en tant qu'installation commune et des militaires australiens participeront à la gestion et à l'exploitation de la station", ce qui était le libellé utilisé dans la déclaration publiée par les ministres américain et australien.

15. Selon le représentant de l'Irak, bien que l'Assemblée générale ait demandé dans sa résolution 3080 (XXVIII) que l'état concret soit fondé sur les renseignements disponibles, l'état ne reposait que sur certaines sources de renseignements limitées. Par exemple, l'essentiel des renseignements donnés dans la section relative à l'URSS était attribué à des sources des Etats-Unis. Le représentant de l'Irak a également noté que, comme il était reconnu au paragraphe 7 du document A/AC.159/L/Rev.1, l'état concret ne traitait pas de la question des alliances militaires étrangères. De l'avis de la délégation irakienne, une étude telle que l'état considéré ne saurait être complète que si elle portait sur l'importante question des alliances militaires étrangères dans la région, au lieu de se limiter aux éléments les plus visibles d'une présence militaire et navale. A cet égard, le représentant de l'Iran a fait observer que si cette suggestion avait été adoptée, le Comité se serait trouvé engagé dans une longue discussion pour essayer de définir ce qui constituait réellement une alliance militaire étrangère.

16. Le représentant du Pakistan a estimé que l'état concret aurait été plus utile s'il n'était pas limité à la présence militaire des grandes puissances "conçues dans le contexte de la rivalité des grandes puissances", et a exprimé l'espoir qu'en temps utile le Comité disposerait d'un état complet et sans réserve de la présence militaire des grandes puissances dans la région de l'océan Indien. Il a également été d'avis que l'intensification de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien était imputable non seulement à la stratégie globale des puissances en question, mais aussi au climat politique et au déséquilibre militaire qui existaient dans la région. En revanche, le représentant de l'Inde a estimé que la question du climat politique et du déséquilibre militaire dans la région ne relevait pas du mandat du Comité spécial.

17. Le représentant de l'Indonésie a exprimé au Secrétaire général et aux experts sa satisfaction de l'état concret révisé. En même temps, il a pris note des réserves faites par certaines délégations sur certains aspects de cet état. L'Indonésie estimait que, la tâche essentielle du Comité étant d'établir un rapport à l'Assemblée générale, assorti de recommandations, ce rapport devrait être fondé sur le résultat de consultations entre le Président du Comité et les grandes puissances, sur l'état concret révisé et sur l'évaluation par le Comité lui-même de la situation en général.

18. Le représentant de la Zambie a estimé que l'état concret révisé était un document utile, qui justifiait pleinement l'inquiétude exprimée par les Etats du littoral de l'océan Indien et les Etats de l'arrière-pays quant à la rivalité des grandes puissances dans cette région. Il a soutenu que cette rivalité ne servait pas la cause de la détente, et invité instamment les grandes puissances à coopérer pleinement avec le Comité dans les efforts qu'il déployait pour veiller à ce que l'océan Indien demeure une zone de paix. A cet égard, la Zambie était d'avis que le Président devait poursuivre ses consultations officielles avec les représentants des grandes puissances qui ne sont pas membres du Comité.

19. Le représentant de la Malaisie a dit que la version révisée représentait une amélioration et que la délégation malaisienne n'avait pas de réserves sérieuses quant à sa teneur. Toutefois, la Malaisie était assez préoccupée par l'inclusion, au paragraphe 29 de l'état révisé, de l'expression "dans la région de la Malaisie" : la présence de cette expression, outre qu'elle était totalement inappropriée, introduisait aussi une ambiguïté qui, selon la Malaisie, était très regrettable. Le représentant de la Malaisie a donc estimé qu'il fallait préciser cette expression. En même temps, il a déclaré catégoriquement qu'il n'y avait pas de forces britanniques stationnées en Malaisie, ni dans aucune partie du territoire malaisien.

20. La Malaisie a, en outre, déclaré que, pour établir son état concret, le Groupe d'experts avait été très handicapé par l'absence d'une terminologie et de définitions communes : il était essentiel que le Comité arrêtât une terminologie commune avant de passer à d'autres questions. Le Comité n'était pas encore arrivé à se mettre d'accord sur les limites de la zone de paix, sur les Etats considérés comme Etats du littoral et Etats de l'arrière-pays, sur une définition des "bases militaires étrangères" et sur toute une série d'autres questions connexes. Lorsque le Comité aurait arrêté des expressions et définitions, il pourrait passer à l'élaboration des principes généraux relatifs à la zone de paix et établir un programme d'action annuel en vue de promouvoir les conditions dans lesquelles la proposition pourrait être mise à effet. D'une manière générale, trois groupes d'Etats s'intéressaient à la zone de paix de l'océan Indien : c'étaient, par ordre d'importance, les Etats du littoral, les Etats de l'arrière-pays et les autres usagers de l'océan Indien. La Malaisie était favorable à des consultations, soit officielles, soit sous forme d'une conférence, entre les Etats du littoral, en vue de définir les objectifs et, si possible, d'établir des définitions. Les consultations pourraient ensuite être étendues aux Etats de l'arrière-pays et, ultérieurement, aux autres usagers de l'océan Indien.

21. D'autre part, la Malaisie a fait valoir que, tant que le Comité n'aurait pas clairement décidé de quelle manière il poursuivrait sa tâche, le seul but des contextes officiels avec les grandes puissances devait être d'établir si elles sont disposées à coopérer avec le Comité et quelle forme prendrait cette coopération.

22. Le représentant de l'Iran a dit que l'état concret révisé établi conformément au mandat contenu dans la résolution 3080 (XXVIII) de l'Assemblée générale fournissait des éléments visibles de la présence militaire et navale des grandes puissances dans l'océan Indien, conçue dans le contexte de la rivalité entre ces puissances. S'il subsistait un certain mécontentement en ce qui concerne l'état concret révisé, ces doutes avaient peut-être, en partie, leur origine dans les ambiguïtés que contenait le mandat et, en particulier, dans les interprétations divergentes données au mot "concret".

23. S'agissant de la question des consultations avec les grandes puissances, le représentant de l'Iran a approuvé la suggestion selon laquelle l'objectif immédiat devait être d'établir si ces puissances avaient l'intention de coopérer avec le Comité conformément à la résolution 3080 (XXVIII) et de quelle manière elles se proposaient de le faire. La présence de représentants de ces puissances au Comité constituerait un progrès notable, en ce sens qu'elle permettrait peut-être au Comité de ne plus être un simple groupe d'intérêts, mais de se transformer peu à peu en organe de négociations. Le représentant de l'Iran a ajouté que l'état révisé était concret en ce sens qu'il ne contenait aucun jugement de valeur ni aucun élément analytique, conjectural ou spéculatif.

24. Le représentant de la Chine a dit que l'état concret révisé ne donnait pas une idée complète de la présence militaire de l'Union soviétique et des Etats-Unis dans la région, mais que, dans l'ensemble, il reflétait néanmoins la situation et que le Comité pouvait le prendre comme base pour poursuivre l'examen de la question. L'état montrait bien, a-t-il ajouté, que la cause profonde de l'absence de tranquillité dans la zone de l'océan Indien tenait à l'expansion militaire de l'Union soviétique et des Etats-Unis, et à la rivalité entre ces deux puissances. Si l'on voulait faire de l'océan Indien une zone de paix, il fallait arrêter l'expansion militaire des deux superpuissances et mettre fin à leur lutte pour l'hégémonie dans la région, retirer toutes les forces navales étrangères de la région et démanteler toutes les bases et installations étrangères qui s'y trouvaient situées. Le Comité devait prendre des mesures efficaces pour mettre fin aux activités et à l'expansion des superpuissances dans la région de l'océan Indien, et présenter des propositions concrètes permettant d'atteindre cet objectif.

25. Le représentant de la Chine a également fait observer que l'existence entre les pays de la région de relations fondées sur les principes de respect de l'intégrité et de la souveraineté territoriales, de non-agression et non-ingérence dans les affaires intérieures, d'égalité et d'avantages mutuels et de coexistence pacifique, ainsi qu'une résistance unifiée aux politiques d'hégémonie, d'expansionnisme et d'agression des grandes puissances formaient les conditions préalables à l'établissement d'une zone de paix dans l'océan Indien. Si un pays de la région menait une politique de chantage et de menace nucléaire ou annexait un voisin plus petit, ce serait contraire à l'objectif visant à faire de l'océan Indien une zone de paix. Un pays qui agirait ainsi, a fait observer le représentant de la Chine, finirait par subir les amères conséquences de ses actes.

26. Le représentant de l'Inde a exprimé au Secrétaire général et aux experts la satisfaction de sa délégation devant l'état concret révisé que les experts ont établi à partir des documents publiés qui étaient disponibles et qui pourrait servir utilement de base aux débats du Comité.

27. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a dit que l'état concret révisé contenait les rectifications nécessaires en ce qui concerne son pays. Lorsqu'elle avait demandé ces rectifications, la délégation tanzanienne n'avait nullement sous-estimé la difficulté qu'il y aurait à produire un état concret sur une question aussi délicate. Or, l'état révisé confirmait le fait que la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien - présence que ces puissances essayaient de rationaliser - s'étendait de plus en plus. Le projet d'agrandissement de la base de Diego-García était un exemple de l'intensification des activités des grandes puissances dans la région. Les efforts des grandes puissances pour imposer une hégémonie militaire dans l'océan Indien étaient une menace pour les Etats du littoral et de l'arrière-pays et pour la paix dans la région. Le Comité spécial devrait recommander à l'Assemblée générale de demander aux grandes puissances intéressées de retirer immédiatement leurs forces et de laisser régner la paix. La délégation tanzanienne persistait à penser qu'il faudrait convoquer une réunion des Etats du littoral et des Etats de l'arrière-pays pour préparer une démarche commune auprès des grandes puissances sur cette question.

28. A la 14ème séance, le 17 septembre 1974, le Comité a entendu une déclaration de la représentante de la Somalie, sur la demande de ce pays. La représentante de la Somalie a déclaré que l'état concret révisé contenait encore des inexactitudes et que certains faits étaient présentés de manière erronée. Elle a appelé l'attention du Comité sur le paragraphe 22, où il est dit que l'URSS déploie des bâtiments de guerre dans la région d'Aden et de la Somalie, et sur le paragraphe 26 qui fait état de la construction d'une station de communications soviétique près du port de Berbera, de l'utilisation et de l'extension croissantes des installations navales de ce port par l'URSS, et de la construction d'un nouvel aéroport militaire soviétique à Mogadiscio. Le Gouvernement somali estimait que ces affirmations étaient injustifiées et entièrement dénuées de fondement. Il était regrettable, a ajouté la représentante de la Somalie, que les seules sources de renseignements utilisées ou citées par les auteurs fussent les déclarations d'une grande puissance, les Etats-Unis d'Amérique, dont les intérêts militaires et la présence dans la région constituaient une menace grave pour la paix et une source de tension et d'angoisse pour les pays et les peuples de l'océan Indien. Lors d'une réunion récente de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, tenue à Mogadiscio, le Président du Conseil révolutionnaire suprême de la Somalie, commentant la question à l'occasion d'une conférence de presse, a déclaré qu'il n'y avait jamais eu de bases militaires étrangères en Somalie, pays qui d'ailleurs n'autoriserait jamais leur implantation sur son territoire. Comme le représentant permanent de la Somalie l'a dit dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général, le 22 mai 1974, le port de Berbera permettait à tous les navires, sans distinction, de se réapprovisionner en carburant. En conséquence, la Somalie s'élevait contre la suggestion selon laquelle une zone d'accès limitée, sur le territoire national somali, serait sous le contrôle d'une puissance étrangère. En outre, elle considérait que la phrase qui faisait allusion à la construction d'un nouvel aéroport militaire à Mogadiscio n'avait pas sa place dans le document, étant donné que ni le mandat énoncé dans la résolution 3080 (XXVIII) de l'Assemblée générale, ni l'interprétation qui était donnée de cette résolution au paragraphe 5 de l'état concret révisé, n'abordaient cette question.

29. Certaines délégations ont exprimé de l'inquiétude devant l'explosion nucléaire déclenchée par l'Inde le 19 mai 1974. Les représentants du Pakistan et de la Chine ont estimé que cette explosion affectait la paix et la sécurité de toute la région de l'océan Indien. Le représentant du Pakistan a déclaré que l'explosion nucléaire indienne avait diminué les chances d'établir une zone de paix en augmentant le risque d'intensification de la présence militaire et de la rivalité des grandes puissances dans la région. Se référant à l'affirmation de l'Inde selon laquelle ce pays n'avait pas l'intention de produire d'armes nucléaires, il a demandé à l'Inde de concrétiser ces assurances de façon digne de foi en plaçant toutes ses installations nucléaires et ses explosions futures sous garanties et contrôle internationaux. Le représentant de l'Inde a rejeté catégoriquement l'opinion du Pakistan selon laquelle l'explosion nucléaire de l'Inde affectait de quelque façon que ce soit la paix et la sécurité de la région de l'océan Indien. Il a réaffirmé que l'Inde avait déclenché cette explosion nucléaire à des fins exclusivement pacifiques et qu'il n'était pas question de placer toutes les activités nucléaires pacifiques de l'Inde sous garanties et contrôle internationaux. Il a souligné que le Comité spécial de l'océan Indien n'était pas l'instance appropriée pour discuter cette question. Il a déploré l'attitude du Pakistan, qui a soulevé, à ses propres fins, des questions ne relevant pas du mandat du Comité.

30. Une délégation a exprimé l'opinion que l'explosion déclenchée par l'Inde soulevait d'importantes questions concernant l'usage des explosions nucléaires à des fins pacifiques et que toute action qui risquait d'encourager ou de faciliter une plus grande prolifération des armes nucléaires était une cause de sérieuse préoccupation. Selon cette délégation, il était regrettable qu'un certain nombre de pays ne fussent pas devenus parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. A cet égard, la délégation de la Chine a réaffirmé qu'elle était fermement opposée au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. A son avis, ce Traité servait uniquement les intérêts des deux superpuissances en maintenant leur monopole nucléaire qui leur permettait d'user du chantage.

31. Le Comité a prié le Président de prendre contact avec les quatre membres permanents du Conseil de sécurité qui ne sont pas membres du Comité, pour que celui-ci puisse bénéficier de leur coopération, conformément aux paragraphes 2 et 3 de la résolution 3080 (XXVIII) de l'Assemblée générale. Cette coopération devait prendre la forme de consultations entre le Comité et les quatre membres permanents du Conseil de sécurité, dont on aurait ainsi établi avec précision la politique et la position concernant la mise en oeuvre de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. Ces consultations, toutefois, n'ont pas eu lieu.

32. Le représentant de l'Australie a déclaré que l'Australie ne voulait pas voir la rivalité entre les grandes puissances prendre la forme d'une escalade militaire et navale dans la région. Cet objectif ne pourrait être atteint qu'au moyen d'une action concertée entreprise en coopération par les grandes puissances elles-mêmes, et l'Australie a donc fait des représentations à Moscou et à Washington pour demander instamment que, dans un esprit de modération réciproque, le déploiement militaire dans l'océan Indien fût aussi limité que possible. En mars 1974, des démarches ont été faites, au niveau des ambassades, auprès du Ministère soviétique des affaires étrangères et auprès du Département d'Etat; ces démarches ont été suivies, en avril, par un voyage aux Etats-Unis du Secrétaire du Département des affaires étrangères de l'Australie. Celui-ci a abordé la question avec l'Ambassadeur de l'Union soviétique auprès de l'Organisation des Nations Unies et avec des hauts fonctionnaires du Département d'Etat; il s'est également entretenu avec le Président du Comité spécial. La réaction des deux pays à ces représentations n'a pas été décourageante.

33. Le Comité est parvenu à un consensus sur l'importance que revêt l'examen de l'organisation dès que possible d'une conférence des Etats du littoral et des Etats de l'arrière-pays de l'océan Indien. A cet égard, il a été constaté que le Comité n'avait pas encore réussi à convenir d'une définition des Etats qui étaient réputés être Etats du littoral et Etats de l'arrière-pays de l'océan Indien. L'opinion a été également émise qu'il serait souhaitable que a) les membres permanents du Conseil de sécurité et b) les autres principaux usagers maritimes de l'océan Indien participent à ladite conférence.

34. Le Comité a estimé souhaitable, pour la poursuite de ses travaux, de s'attacher en priorité, en 1975, à définir les expressions suivantes :
a) "limites de l'océan Indien dans le contexte de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix"; b) "Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien"; c) "bases militaires étrangères". Un membre a été d'avis que si ces expressions étaient explicitement mentionnées, il faudrait également définir l'expression "alliances militaires étrangères", car elle avait un rapport avec le mandat du Comité. Une autre délégation n'a pas souscrit à cette opinion. D'autres membres ont fait valoir que, sans pour autant indiquer à ce stade les expressions à définir, le Comité devrait entreprendre en 1975 de définir toutes les notions et expressions de base qui se rapportaient à l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.

III. RECOMMANDATIONS

35. Le Comité spécial soumet les recommandations suivantes :

1. Le Comité spécial doit continuer et intensifier ses efforts, conformément à son mandat, tel qu'il est énoncé au paragraphe 2 de la résolution 2992 (XXVII) de l'Assemblée générale.
2. Le Comité spécial doit engager des consultations avec les quatre membres permanents du Conseil de sécurité qui ne sont pas membres du Comité spécial, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 31 du présent rapport.
3. Le Comité spécial doit s'attacher en priorité, en 1975, à définir certaines expressions, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 34 du présent rapport.
4. Il convient d'examiner la question de l'organisation, dès que possible, d'une conférence des Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien, ainsi qu'il est envisagé au paragraphe 33 du présent rapport.

ANNEXE

Etat présenté en application des paragraphes 6 et 7 de la
résolution 3080 (XXVIII) de l'Assemblée générale*

* Précédemment paru sous la cote A/AC.159/1/Rev.1 et Corr.1.

NOTE LIMINAIRE

Par la résolution 3080 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1973, le Secrétaire général a été prié d'établir, avec le concours d'experts qualifiés et d'organes compétents choisis par lui, un état concret de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien.

Les experts désignés par le Secrétaire général étaient M. Frank Barnaby, directeur de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), M. Shams Safavi, amiral (en retraite) de la Marine impériale iranienne, et M. K. Subrahmanyam, directeur de l'Institute for Defence Studies and Analyses, de New Delhi.

Les experts se sont réunis au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 23 au 25 janvier et du 8 au 12 avril 1974 et, à l'issue de leurs travaux, le 12 avril 1974, ont présenté l'état sur lequel ils s'étaient accordés et qui a été publié en tant que document A/AC.159/1, daté du 3 mai 1974.

Après avoir soigneusement examiné la nécessité de clarifier la base de certaines parties du document, le Secrétaire général a pris des dispositions pour que les experts procèdent à sa révision. Il a prié M. William Epstein de participer à ce travail en qualité de consultant spécial. La révision a été faite à Londres, pendant la semaine du 27 au 31 mai 1974, et à Genève, pendant la semaine du 1er au 5 juillet 1974.

Les experts ont accepté à l'unanimité l'état révisé publié dans le présent document (A/AC.159/1/Rev.1), qui remplace le texte antérieur (A/AC.159/1) dans sa totalité.

LETTRE D'ENVOI

Le 5 juillet 1974

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément à votre demande, nous avons procédé à la révision de l'état concret que nous vous avons présenté le 12 avril 1974. Lorsque nous avons établi la version antérieure, nous avons inféré des débats de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale que l'on nous demandait un état complet, fondé sur l'examen, au mieux de nos capacités, des renseignements disponibles auprès de sources publiques, et dont nous assumerions l'entière responsabilité. Cependant, les faits qui sont intervenus depuis et la nature de votre demande ont montré que l'état demandé est un état concret présenté par le Secrétaire général, dans lequel toutes les références doivent être précisées. L'état révisé tient compte de ces critères. Nous avons également pris en considération les déclarations officielles faites après la distribution de notre texte antérieur.

La structure de notre première version découlait du fait que nous avons interprété l'expression "rivalité des grandes puissances" comme visant au premier chef l'Union soviétique et les Etats-Unis. Dans le présent texte, nous nous sommes conformés à la pratique traditionnelle de l'Organisation des Nations Unies qui consiste à traiter, dans l'ordre alphabétique*, des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Pour la révision du texte, M. William Epstein s'est joint à nous en qualité de consultant spécial. Nos réunions ont eu lieu à Londres pendant la semaine du 27 au 31 mai 1974, et à Genève pendant la semaine du 1er au 5 juillet 1974.

Nous avons l'honneur de vous présenter ci-joint, pour examen, le texte de l'état révisé que nous avons accepté à l'unanimité et qui se substitue au texte antérieur.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de notre très haute considération.

(Signé) Frank Barnaby
Shams Safavi
K. Subrahmanyam

Son Excellence
Monsieur Kurt Waldheim
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

* Note : Les textes traduits suivent la numérotation et donc l'ordre alphabétique du texte original en anglais.

INTRODUCTION

1. Le 16 décembre 1971, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 2832 (XXVI), par laquelle elle a déclaré que l'océan Indien était désigné à jamais comme une zone de paix. Elle a demandé également aux grandes puissances d'entrer immédiatement en consultation avec les Etats du littoral de l'océan Indien en vue : a) d'arrêter le processus d'escalade et d'expansion de leur présence militaire dans l'océan Indien; b) d'éliminer de l'océan Indien toutes les bases, installations militaires et services de soutien logistiques, la mise en place d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive et toute manifestation de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien conçue dans le contexte de la rivalité des grandes puissances.
2. Par sa résolution 2992 (XXVII) du 15 décembre 1972, l'Assemblée générale a créé un Comité spécial de l'océan Indien chargé d'étudier les incidences de la Déclaration.
3. Dans sa résolution 3080 (XXVIII) du 6 décembre 1973, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir "un état concret de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien sous tous ses aspects, conçue dans le contexte de la rivalité des grandes puissances, en insistant tout particulièrement sur les déploiements navals".
4. En l'absence de toute indication sur le sens à donner à l'expression "grandes puissances", nous l'avons interprétée, aux fins du présent état, comme visant les membres permanents du Conseil de sécurité, dont il est traité dans l'ordre alphabétique*.
5. Dans le présent état, outre la région géographique de l'océan Indien, nous avons tenu compte des portions du territoire des Etats du littoral qui, par les installations qu'elles fournissent, relèvent du mandat figurant dans la résolution de l'Assemblée générale.
6. La résolution 3080 (XXVIII) recommandait également que l'état "soit fondé sur les renseignements disponibles". En conséquence, nous nous sommes servis de renseignements figurant dans les rapports et documents officiels qui étaient disponibles ou dans des publications ou des articles de presse dignes de foi.
7. Il y a également lieu de noter que la résolution 3080 (XXVIII) ne traite pas de la question des alliances militaires. Par conséquent, dans le présent état, nous traitons essentiellement des facteurs, tels que le déploiement de navires de guerre, l'existence d'installations militaires et de bases navales, etc., qui constituent les éléments les plus visibles d'une présence militaire et navale.

* Voir note au bas de la lettre d'envoi.

8. Aux fins du présent état, les éléments visibles d'une présence militaire et navale dans l'océan Indien sont les suivants :

- a) Déploiement de bâtiments de guerre, de surface ou sous-marins;
- b) Maintien d'installations navales et militaires dans la région;
- c) Utilisation des moyens de communication à des fins militaires; utilisation des installations de stationnement militaires; utilisation des aérodrômes à des fins militaires.
- d) Utilisation par des bâtiments de guerre de bouées d'amarrage dans l'océan;
- e) Utilisation, à des fins navales, des installations portuaires des Etats du littoral et des installations de mazoutage, utilisation générale des bases et autres installations militaires, etc.

CHINE

9. La Chine n'a pas de base dans l'océan Indien et n'y déploie aucune de ses unités navales.

FRANCE

Déploiements de forces navales françaises

10. D'après des renseignements fournis par le Président des chefs d'état-major interarmées des Etats-Unis à la Commission des forces armées du Sénat le 12 mars 1974, le déploiement des bâtiments de combat français, non compris les navires de soutien logistique et les navires auxiliaires, dans la zone de l'océan Indien pour les années 1968 à 1973 s'établissait comme suit :

1968	1969	1970	1971	1972	1973
3	4	5	6	8	7

11. D'après Le Monde du 7 juin 1973, après l'accord du 4 juin 1973 en vertu duquel la France a accepté de retirer ses forces de Madagascar (voir par. 13), la marine française a créé un nouveau commandement naval pour l'océan Indien qui opère à partir d'un pétrolier ravitailleur d'escadre converti en bâtiment de commandement (La Charente). D'après le Canberra Times du 20 mars 1974, ce bâtiment dispose d'un pont d'envol pour hélicoptères et pour avions à décollage et atterrissage courts, d'armements perfectionnés et d'un système de communications à haute puissance.

D'après Le Monde des 11 février, 7 mars et 26 avril 1974, outre La Charente, le commandement naval comprend trois avisos escorteurs, et trois patrouilleurs côtiers et des chalands de débarquement stationnent à Djibouti, dans le Territoire français des Afars et des Issas; ceux-ci, avec un groupe d'avions anti-sous-marins à long rayon d'action, patrouillent les régions attenantes de l'océan Indien; un patrouilleur et des chalands de débarquement sont également basés à Diego Suarez. Les unités navales, les engins de débarquement et les avions de la force navale communiquent par l'intermédiaire d'un relai hertzien situé à La Réunion.

Installations militaires et navales françaises

12. La France a une base et d'autres installations militaires à Djibouti, dans le Territoire des Afars et des Issas. D'après The Military Balance 1973-1974, publié par l'International Institute for Strategic Studies de Londres, les effectifs de la garnison française en 1973 étaient de deux bataillons. D'après The Stateman's Yearbook 1973-1974, il y avait aussi des éléments de la marine et de l'aviation.

13. En vertu d'un accord de défense de 1960, la France avait le droit de maintenir à Madagascar ses bases et ses autres installations militaires. Un accord franco-malgache du 4 juin 1973 a disposé que les forces terrestres et aériennes françaises seraient retirées de Madagascar avant le 1er septembre 1973. En ce qui concerne Diego Suarez, l'accord a prévu que la base passerait sous le contrôle de Madagascar le 1er septembre 1973, mais que le personnel militaire et civil français resterait pendant une période de deux ans, durant laquelle des unités malgaches recevraient la formation nécessaire pour assurer le fonctionnement des installations. Il était également spécifié que la France aurait des droits de débarquement et des droits d'utilisation des installations portuaires pour le mazoutage et la réparation de ses navires et de ses avions, droits qui seraient renouvelables d'année en année par tacite reconduction.

14. D'après des renseignements fournis par la Mission permanente de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'évacuation des forces armées françaises de Madagascar était achevée le 1er septembre 1973 en ce qui concerne :

- a) Les états-majors et les services militaires et auxiliaires précédemment installés à Tananarive;
- b) Le troisième régiment de parachutistes d'infanterie de Diego Suarez;
- c) Le deuxième régiment de parachutistes de l'infanterie de marine;
- d) La base aérienne 181 à Ivato (près de Tananarive).

15. La Mission permanente de Madagascar a également indiqué que la base de Diego Suarez, qui relève maintenant de la souveraineté malgache, sera transformée en chantier naval.

16. D'après Keessing's Contemporary Archives (26011A), le Gouvernement français, après avoir accepté de retirer ses forces de la République malgache, a décidé d'installer dans l'île de La Réunion l'état-major des forces françaises dans le sud de l'océan Indien, et de ramener ces forces de 4 000 à 3 000 hommes.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Déploiement de forces navales soviétiques

17. Dans une lettre datée du 18 juin 1974, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/AC.159/9), il est dit ce qui suit :

"L'Union soviétique n'a jamais entretenu de base militaire ou navale dans la région de l'océan Indien, n'en a jamais établi et ne cherche pas à en établir. Les navires et bâtiments de guerre de l'Union soviétique n'ont jamais fait peser de menace sur quiconque dans cette région. En conformité avec les règles en vigueur du droit international et avec la pratique internationale universellement reconnue, ils participent à des croisières d'entraînement ainsi qu'à la recherche et à la récupération des vaisseaux spatiaux soviétiques retombés dans l'océan Indien. En outre, il ne faut pas oublier que l'océan Indien est une voie de transit entre la partie européenne de l'URSS et l'Extrême-Orient soviétique, et que l'Union soviétique est ainsi amenée à procéder à des recherches scientifiques dans la région pour assurer la sécurité des navires et vaisseaux qui le traversent."

La lettre ajoutait que "les relâches que doivent faire tout à fait normalement les navires soviétiques dans divers ports afin de se ravitailler" ne doivent pas être "décrites de façon tendancieuse ... comme l'établissement de bases soviétiques dans la région de l'océan Indien". Tels sont les seuls renseignements officiels dont on dispose de source soviétique. Les renseignements figurant dans la suite de la présente section proviennent de sources officielles américaines et autres.

18. Il n'y a pas de preuve officielle que des sous-marins nucléaires équipés de missiles balistiques appartenant aux forces navales soviétiques soient déployés dans l'océan Indien.

19. Selon le rapport sur la région de l'océan Indien établi en 1972 par la Commission mixte des affaires étrangères du Parlement australien, un sous-marin soviétique à propulsion nucléaire (classe E-II) se trouvait dans l'océan Indien en avril-mai 1970.

20. Selon une déclaration faite le 12 mars 1974 devant la Commission sénatoriale des services armés par le Président des chefs d'état-major interarmées des Etats-Unis, les forces navales soviétiques de l'océan Indien opèrent actuellement à partir de Vladivostock.

21. Selon la même source (dans des déclarations devant la Commission budgétaire de la Chambre, le 28 février 1974 et devant la Commission sénatoriale des forces armées, le 12 mars 1974), les forces navales soviétiques n'étaient pas régulièrement

présentes dans l'océan Indien avant 1968, mais l'Union soviétique a renforcé sa présence dans cette zone au cours des dernières années. Les forces qu'elle y déploie comprennent actuellement neuf vaisseaux de combat et sous-marins, plus un certain nombre de navires d'appui. Elle y maintient en permanence un croiseur, deux ou trois destroyers, quatre dragueurs de mines et un ou deux sous-marins et achemine vers la zone des ravitailleurs pour les réparations et le soutage.

22. Les navires sont relevés environ tous les six mois. Le déploiement pendant les mois d'hiver (novembre à avril) est plus important (c'est-à-dire qu'il comprend un croiseur) que pendant le reste de l'année, et les navires sont généralement déployés dans la zone occidentale de l'océan, dans la région d'Aden et de la Somalie (Geoffrey Jukes, Australian, 26 février 1974).

23. Ce type de déploiement a été modifié à deux reprises. Lorsque la guerre du Bangladesh a éclaté en 1971, il y avait quatre bâtiments de guerre soviétiques dans l'océan Indien (un destroyer, un sous-marin, un dragueur de mines et un navire de débarquement de chars). (McConnell, J., et Kelly, A. M. Super-Power Naval Diplomacy in the Indo-Pakistani Crisis, Center of Naval Analysis, Washington, février 1973.) Selon un bulletin du Service d'information des Etats-Unis (Canberra, mars 1974), cette flottille a été renforcée, si bien que pendant une brève période, au début de 1972, vingt bâtiments de combat (13 de surface et 7 sous-marins) étaient présents dans l'océan. D'après la déclaration faite le 28 février 1974 par le Président des chefs d'état-major interarmées des Etats-Unis devant une sous-commission de la Commission budgétaire de la Chambre, des navires soviétiques supplémentaires ont été envoyés dans l'océan Indien après que la marine des Etats-Unis y eut dépêché une force d'intervention conduite par le porte-avions Enterprise. Dès que les navires américains eurent quitté l'océan Indien, les bâtiments de guerre soviétiques supplémentaires ont également été retirés (McConnell, J., et Kelly, A. M., op. cit.).

24. La deuxième circonstance dans laquelle un nombre plus important de navires soviétiques a été envoyé dans l'océan Indien s'est présentée en octobre 1973, pendant la crise du Moyen-Orient. La marine soviétique a alors envoyé des bâtiments de guerre supplémentaires qui ont porté la force de son escadre de l'océan Indien à 10 bâtiments de combat de surface et quatre sous-marins (Geoffrey Jukes, Australian, 26 février 1974).

25. Un moyen de comparer la présence navale des puissances étrangères dans l'océan Indien consiste à calculer le nombre de jours de présence a/ dans cet océan de bâtiments appartenant aux marines de ces puissances. Compte tenu des seuls navires

a/ Il faut cependant se montrer prudent lorsqu'on procède à des comparaisons de ce type, car elles ne donnent aucune indication sur la nature réelle des bâtiments et leur puissance de combat. Une autre méthode de comparaison consisterait à calculer le nombre d'escales par navire de guerre. Cependant, les renseignements officiels à ce sujet ne sont pas divulgués ou ne concordent pas.

de combat, à l'exclusion des navires auxiliaires et des navires d'appui et des opérations de déminage au Bangladesh, le nombre de jours de présence accumulés par la marine soviétique, selon les indications données le 12 mars 1974 par le Président des chefs d'état-major interarmées des Etats-Unis devant la Commission sénatoriale des forces armées, était le suivant :

1960 à 1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Néant	529	1 138	1 670	1 480	2 387	2 487

Installations navales et militaires soviétiques

26. Le 20 mars 1974, le chef des opérations navales des Etats-Unis a fait la déclaration suivante devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants :

"L'URSS a construit une station de communications près du port somali de Berbera pour fournir un appui à sa flotte. En même temps, elle utilise et étend de plus en plus ses installations navales à Berbera, qui comportent actuellement une zone d'accès limité sous contrôle soviétique, un navire mixte (caserne et atelier) et des logements pour les familles du personnel militaire. En outre, la construction d'un aérodrome militaire à Mogadiscio, qui pourrait être utilisé pour diverses missions, est en cours."

Le Gouvernement de la Somalie a déclaré le 22 mai 1974 "qu'il n'y a pas de bases militaires étrangères sur le territoire de la République démocratique somalie et que les déclarations selon lesquelles une station de communications ou des bases aériennes ou navales étrangères y auraient été installées sont entièrement dénuées de fondement" (A/AC.159/4).

27. Le chef des opérations navales des Etats-Unis a également signalé, dans la même déclaration, que l'Union soviétique disposait des installations suivantes dans la région de l'océan Indien :

a) Des mouillages à plusieurs endroits près de l'île Socotra et de l'archipel des Chagos;

b) Des bouées d'amarrage permanentes en plusieurs points de l'océan b/;

c). Des navires de la marine soviétique auraient accès au port militaire d'Umm Qasr (Irak) "où des installations sont en cours de construction avec l'aide de techniciens soviétiques";

d) L'"usage d'installations portuaires de l'ancienne base britannique à Aden et d'installations aéronautiques à l'ancien aérodrome de l'aviation britannique situé près de là. Du personnel soviétique stationne en permanence à ces deux endroits". D'après The Statesman (New Delhi) du 14 mars 1974, le Yémen démocratique nie avoir offert des installations militaires à l'Union soviétique.

b/ Ces bouées sont situées au large de Maurice, des Seychelles, de l'archipel des Chagos et de la côte orientale de l'Afrique (Etude établie par le Service de recherche du Congrès de la Bibliothèque du Congrès des Etats-Unis à l'intention d'un sous-comité de la Commission des affaires étrangères de la Chambre, 12 mai 1974).

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Déploiements de forces navales britanniques

28. D'après le United Kingdom Statement on Defense Estimates, 1972 (Cmnd.4891) (prévisions de dépenses militaires du Royaume-Uni pour 1972), la marine britannique a déployé à l'est de Suez, y compris Hong-kong, six frégates ou destroyers qui font partie de la force ANZUK; ces unités se rendent dans le golfe Persique et constituent une présence britannique dans l'océan Indien. D'autres unités des forces navales se rendent aussi dans cette zone de temps à autre.

29. D'après le rapport de la Commission mixte des affaires étrangères du Parlement australien sur la région de l'océan Indien (1972), la participation britannique à l'ANZUK, dans la région de la Malaisie, comprend un bataillon avec une section aérienne et une batterie d'artillerie, des avions de reconnaissance maritime à long rayon d'action et un certain nombre d'hélicoptères, et elle comporte également des visites par des unités de combat des trois armes.

30. D'après des renseignements fournis par le Président des chefs d'état-major interarmées des Etats-Unis à la Commission des forces armées du Sénat le 12 mars 1974, le déploiement des bâtiments de combat britanniques, non compris les navires de soutien logistique et les navires auxiliaires, dans les régions de l'océan Indien et de l'Extrême-Orient (on ne dispose pas de ventilation par région) s'établissait comme suit pour les années 1968 à 1973 :

1968	1969	1970	1971	1972	1973
43	33	19	18	12	10

Installations navales et militaires britanniques

31. Comme il est indiqué ci-après, le Royaume-Uni a conservé dans l'océan Indien un certain nombre de postes de stationnement pour maintenir les communications entre la Grande-Bretagne et l'Extrême-Orient.

32. L'île britannique de Diego Garcia (voir par. 49 et 50 ci-dessous) est un atoll corallien inhabité, long de 21 kilomètres et large de 6,5 kilomètres au maximum, situé presque au centre de l'océan Indien. Comme il ressort de nombreuses publications de référence, cette île, située dans l'archipel des Chagos, appartenait initialement à la même circonscription administrative que Maurice. Lorsque Maurice est devenue indépendante, le Gouvernement britannique lui a acheté Diego Garcia et deux autres atolls de l'archipel. Ceux-ci font partie du "territoire britannique de l'océan Indien", qui comprend les îles Aldabra, Farquhar et Desroches (détachées du groupe des Seychelles), ainsi que l'archipel des Chagos. Un accord conclu en 1966 entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis a placé les îles constituant le territoire britannique de l'océan Indien à la disposition des deux pays, à des fins militaires, pour une période de 50 ans (Cmnd.3231, avril 1967). Les accords conclus en 1966 et 1970 entre les

Etats-Unis et le Royaume-Uni ont permis aux Etats-Unis de construire à Diego Garcia une station navale de communications qui sera utilisée par les deux pays (communiqué de presse du Département d'Etat des Etats-Unis, 15 décembre 1970).

33. En vertu d'un accord signé le 26 juillet 1965 (Cmnd.2749, août 1965), le Gouvernement maldivien a accepté de mettre certaines installations de défense à la disposition du Royaume-Uni jusqu'au 15 décembre 1986. Le Royaume-Uni a un aérodrome dans l'île de Gan et une station de communications radio dans l'île d'Hithadoo, et il a "libre accès par mer et par air aux zones convenues" et aux eaux territoriales contiguës. Le dispositif militaire des îles Maldives comprend aussi un lagon de l'atoll d'Addu avec un port naturel, et le droit de maintenir des forces armées dans les zones convenues.

34. Conformément à un accord signé avec le Sultanat de Mascate et Oman (Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 312, p. 347), les dispositions dont bénéficiait le Royaume-Uni ont été prorogées et permettent à l'armée de l'air du Royaume-Uni d'utiliser les aérodromes de Salalah et de l'île de Masirah.

35. En vertu d'un pacte sexennal de défense mutuelle conclu entre le Royaume-Uni et Maurice en mars 1968 (Cmnd.3629, mai 1968), que chacune des parties peut dénoncer avec préavis d'un an à l'issue de la période sexennale, les Britanniques conserveront les installations dont ils disposent dans l'île, l'usage des aéroports pour leurs avions militaires, ainsi que l'usage des ports et des installations navales de communications (Statement on the Defense Estimates, 1971, Cmnd.4592).

36. Le Royaume-Uni a mis en place un système de communications militaires appelé Skynet, qui le relie à l'Extrême-Orient. Skynet, qui fonctionne en liaison avec le réseau de satellites des Etats-Unis, comprend neuf stations terrestres et deux stations spatiales de relais. Du point de vue opérationnel, le système relève de l'armée de l'air du Royaume-Uni, qui opère à partir de son centre principal de commande situé en Angleterre. Outre la base de commande, il existe huit stations terrestres : quatre stations fixes (Singapour, Gan, Bahreïn et Chypre), deux stations à bord de bâtiments britanniques et deux stations aériennes plus petites et transportables, utilisées par la marine et par le quartier général situé dans le sud de l'Angleterre. Le satellite relais géostationnaire, calé à 37 000 kilomètres au-dessus de l'équateur, à la verticale de l'océan Indien, permet les communications de défense à longue distance (Statement on the Defense Estimates, 1969 (Cmnd.3927), 1971 (Cmnd.4592); R. Burman, "Rivalry in the Indian Ocean", Vikrant, février 1974).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Déploiement des forces navales des Etats-Unis

37. Selon plusieurs déclarations faites devant des commissions du Congrès par des personnalités officielles des Etats-Unis, hormis MIDEASTFOR (voir paragraphe 39 ci-dessous), les forces navales des Etats-Unis dans l'océan Indien, qui font partie de la septième flotte (flotte du Pacifique), opèrent à partir de la base de Subic Bay (Philippines).

38. On ne dispose pas de renseignements officiels sur le déploiement dans l'océan Indien de sous-marins nucléaires des Etats-Unis porteurs de missiles balistiques. Selon un communiqué commun publié par le Premier Ministre adjoint d'Australie, Ministre de la défense, et par le Secrétaire à la défense des Etats-Unis le 10 janvier 1974 au sujet de la station navale de communications des Etats-Unis située à North West Cape : "... les ministres ont constaté que l'une des fonctions importantes de la station était de constituer un élément clef dans un système complexe de communications conçu à l'appui de l'équilibre mondial. Ils ont noté l'importance que revêtaient des moyens de dissuasion efficaces et sûrs dans la promotion de relations stables entre les principales puissances..." (voir aussi paragraphe 47 ci-dessous).

39. Selon plusieurs déclarations faites devant des commissions du Congrès par des personnalités officielles des Etats-Unis, la marine des Etats-Unis, depuis 1950, a placé sa force navale du Moyen-Orient (MIDEASTFOR) sous le commandement d'un amiral installé à Bahreïn, dans le golfe Persique (voir paragraphe 52 ci-dessous). Cette force comprend :

- a) 2 destroyers ou escorteurs d'escadres
- b) 1 navire d'assaut (La Salle), converti en navire amiral de la force des Etats-Unis au Moyen-Orient.

Le navire amiral stationne à Bahreïn et les destroyers ou escorteurs d'escadres sont détachés à tour de rôle d'autres unités de la flotte de l'Atlantique.

40. Selon la déclaration que le Président des chefs d'état-major interarmées a faite à la Commission des forces armées du Sénat le 12 mars 1974, la marine des Etats-Unis ne bénéficie du libre accès à aucun port dans l'océan Indien, si ce n'est à celui de Bahreïn, et doit en conséquence conclure des arrangements dans chaque cas.

41. D'après une étude datée du 12 mai 1974, établie par la Bibliothèque du Congrès pour un sous-comité de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des Etats-Unis, des navires de guerre des Etats-Unis ont patrouillé périodiquement dans la partie orientale de l'océan Indien. Ainsi, le porte-avions Ticonderoga et cinq escorteurs, appartenant à la septième flotte (Pacifique), ont participé en avril 1971 à un bref exercice de lutte ASM. De même, en septembre 1971, le porte-avions nucléaire Enterprise, accompagné de la frégate nucléaire Bainbridge, a effectué une courte visite.

42. Selon la même source, en décembre 1971, au moment de la guerre indo-pakistanaise, une force d'intervention conduite par le porte-avions Enterprise, et composée d'un navire d'assaut, le Tripoli, transportant un bataillon de troupes de débarquement, de sept destroyers et d'un pétrolier ravitailleur, a pénétré dans le golfe du Bengale et a été déployée dans l'océan Indien jusqu'en janvier 1972.

43. Le 1er janvier 1972, la zone d'opérations de la septième flotte des Etats-Unis (Pacifique) a été étendue à l'océan Indien (New York Times du 22 mars 1972). Selon divers organes de presse américaine, le porte-avions des Etats-Unis America se trouvait dans cet océan en mars 1973. Entre octobre 1973 et décembre 1973, un porte-avions de la classe Essex, le Hancock, accompagné de quatre destroyers et d'un pétrolier ravitailleur, y ont été déployés et, entre décembre 1973 et janvier 1974, la marine des Etats-Unis a déployé dans l'océan Indien un autre porte-avions, l'Oriskany, ainsi que quatre destroyers et un pétrolier ravitailleur. En même temps, la frégate nucléaire des Etats-Unis Bainbridge a été envoyée dans cet océan. En mars 1974, le Kitty Hawk, porte-avions plus moderne et plus important, a été envoyé avec quatre destroyers et quelques navires ravitailleurs; le Bainbridge a alors été retiré.

44. M. James Schlesinger, secrétaire à la défense des Etats-Unis, a déclaré lors d'une conférence de presse tenue le 22 avril 1974 :

"Le Kitty Hawk quitte en ce moment l'océan Indien, et il ne sera pas remplacé dans l'immédiat. En conséquence, et du moins pendant un certain temps, il n'y aura pas dans l'océan Indien d'autres forces navales des Etats-Unis que la force navale du Moyen-Orient. Toutefois, nous rappelons que nos plans actuels prévoient des mouvements occasionnels et intermittents de nos forces navales dans l'océan Indien."

45. D'après l'International Herald Tribune du 3 juillet 1974, le croiseur américain Chicago, lanceur d'engins téléguidés, deux destroyers et un pétrolier ravitailleur ont pénétré dans l'océan Indien par le détroit de Malacca le 30 juin 1974.

46. Selon une déclaration faite le 12 mars 1974 par le Président des chefs d'état-major interarmées devant la Commission sénatoriale des forces armées, le total annuel des jours de présence de navires (voir plus haut, paragraphe 25) pour l'ensemble des bâtiments de surface des Etats-Unis, à l'exclusion des navires auxiliaires et des bâtiments d'appui, était le suivant :

<u>1960/69</u>	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>
800	872	858	990	1 410

(chiffre annuel
approximatif)

Installations navales et militaires des Etats-Unis

47. Selon le Washington Post du 11 janvier 1974, la station de communications des Etats-Unis située à North West Cape, qui est entrée en service en avril 1967 conformément à un accord signé en 1963 entre les Etats-Unis et l'Australie, est en mesure de communiquer sur très basses fréquences avec les sous-marins en plongée. Cette installation fait partie du système mondial de communications américain, qui comprend des stations à Honolulu, à Guam, dans les Philippines, à Diego Garcia et à Asmara. Le 9 janvier 1974, les Etats-Unis et l'Australie ont conclu un nouvel accord portant sur le partage du contrôle de la station de North West Cape (voir plus haut, paragraphe 38).
48. Il existait près d'Asmara, en Ethiopie, une station de communications militaire des Etats-Unis (Kagnew Station) qui fonctionnait depuis 1942, époque à laquelle elle était utilisée conjointement avec le Royaume-Uni. Cette base, qui est maintenant une station relais et une station de poursuite de satellites, sert également à l'écoute des communications. (Dépositions devant le Sous-Comité des accords et des engagements à l'étranger en matière de sécurité de la Commission des affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis, 1970.)
49. A la suite d'accords passés avec le Royaume-Uni (voir plus haut, paragraphe 32), les Etats-Unis ont construit une station navale de communications sur l'île de Diego Garcia. En vertu d'un nouvel accord récemment conclu, rendu public à la Chambre des communes le 5 février 1974, les Etats-Unis construiront sur l'île des installations d'appui pour leurs navires de guerre et leurs forces aériennes. Le Gouvernement des Etats-Unis a demandé un crédit supplémentaire de 29 millions de dollars pour la construction des installations prévues sur l'île.
50. Selon de nombreuses déclarations faites par des personnalités officielles des Etats-Unis devant diverses commissions du Congrès, Diego Garcia possède un bon port et un emplacement pour construire un aéroport important. La marine des Etats-Unis procède au dragage du port pour construire un bassin d'évitage qui sera large de près de 610 mètres et long de près de 1 830 mètres et pourra recevoir des sous-marins et des porte-avions. Les Etats-Unis ont construit sur l'île une piste d'envol en corail longue de 2 518 mètres environ qui sert aux appareils de transport C-130 et C-141. Actuellement, un contingent de 200 à 300 soldats américains est stationné sur la base. Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils avaient l'intention d'en porter le nombre à 500 ou 600 hommes; de porter la longueur de la piste de 2 520 mètres à plus de 3 560 mètres, ce qui permettra de l'utiliser pour recevoir les avions de ravitaillement en carburant KC-135 mais non les bombardiers B-52 (déclaration faite le 12 mars 1974 par le Président des chefs d'état-major interarmées devant la Commission des forces armées du Sénat); de construire des réservoirs de carburant supplémentaires; d'agrandir l'aire de stationnement de l'aéroport; d'améliorer les locaux d'habitation existants (en vue de pouvoir loger 609 personnes) et d'approfondir le lagon pour pouvoir recevoir un plus grand nombre de navires que les deux ou trois qui peuvent actuellement y mouiller. Le Royaume-Uni aura accès aux installations de la base sur un pied d'égalité pour ses propres navires et aéronefs.

51. Le 1er mai 1974, le Ministre des affaires étrangères et du Commonwealth a déclaré, à la Chambre des communes : "La proposition faite par les Etats-Unis en vue d'agrandir leurs installations à Diego Garcia est toujours à l'étude. La question doit être envisagée dans le cadre général de l'examen, précédemment annoncé, des engagements et des moyens en matière de défense. Lors de cet examen, il sera dûment tenu compte des impératifs de la sécurité et de la stabilité dans la région. Les vues des pays du Commonwealth et des autres pays intéressés seront aussi soigneusement prises en considération".

52. Selon des déclarations faites le 12 mars 1974 lors de dépositions devant un sous-comité de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des Etats-Unis, ce dernier pays a signé avec Bahreïn, le 23 décembre 1971, un accord concernant l'utilisation de l'ancienne base navale britannique comme base pour la force navale du Moyen-Orient après le retrait des forces britanniques du golfe Persique. Jusqu'à cette date, les Etats-Unis utilisaient les installations britanniques de Bahreïn en commun avec le Royaume-Uni (voir plus haut, paragraphe 39). En 1972, le contingent américain de la base est passé de 200 hommes environ à près de 260 hommes. La base sert également de centre de communications. En octobre 1973, Bahreïn a proposé aux Etats-Unis de mettre fin aux droits qu'ils exercent sur la base dans un délai d'un an. On ne sait pas bien quel sera le sort de la base à l'avenir.

53. Les Etats-Unis disposent d'installations pour la poursuite des satellites à Mahé, dans les Seychelles. (Conférence de presse de M. James Mancham, premier ministre des Seychelles, à l'occasion de sa visite à l'Organisation des Nations Unies en mai 1974.)

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من الكتاب ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция продаж изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
